ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mai 2015

DIALOGUE SOCIAL ET EMPLOI - (N° 2792)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 226

présenté par

Mme Romagnan et Mme Carrey-Conte

ARTICLE 12

Rétablir le premier alinéa de l'alinéa 2 dans la rédaction suivante :

« 1° Le premier alinéa de l'article L. 2315-10 est ainsi rédigé :

« Les membres suppléants du comité d'entreprise participent de droit aux réunions, avec voix consultative. En cas d'absence des membres titulaires, ils participent aux réunions avec voix délibérative. Ces dispositions s'appliquent aux délégués du personnel. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi réduit le rôle des suppléant-es, ce qui est défavorable au partage des responsabilités et pousse à la professionnalisation des mandats. Il s'agit donc d'une disposition défavorable à l'implication des femmes. Le projet de loi supprime le premier alinéa de l'article L. 2315-10 du Code du Travail qui dispose que:

« Dans tous les cas, les délégués du personnel suppléants peuvent assister avec les délégués du personnel titulaires aux réunions avec les employeurs. »